Sana Ben Achour

Juriste, spécialiste du droit public et de l'histoire du droit moderne tunisien. Professeure de droit public à l'Université de Carthage, spécialiste de l'histoire coloniale du droit.

Fondatrice et présidente de l'association Beity (centre d'accueil pour les femmes)

Membre fondatrice de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD).

Juin 2023

Habib - Sabah el kheir madame Sana Ben Achour!

Sana - Sabah el kheir!

Habib - Merci beaucoup pour le temps que vous nous accordez et la disponibilité pour qu'on puisse échanger un peu sur vous, votre itinéraire, votre travail.

Sana - Avec plaisir.

Habib - J'ai toujours la même question au début pour tout le monde, c'est la même, vous êtes qui madame Sana Ben Achour ?

Sana - D'abord, merci et tout le plaisir est pour moi, bien sûr, vous avez un très beau projet. Alors Sana Ben Achour je vais commencer par le plus simple. Je suis née ici à Tunis, je suis de nationalité tunisienne. Je suis née au mois de novembre 1955. Je suis née dans une famille de lettrés assez connue dans mon pays. Des gens qui sont plutôt dans le domaine de la judicature musulmane.

Habib - La famille Ben Achour.

Sana – Voilà, la famille Ben Achour, mon grand-père, mon arrière-grand-père, d'une lignée d'hommes qui ont fait et qui ont été et qui ont occupé des fonctions importantes dans la judicature musulmane en tant que mufti de la République en Tunisie, en tant que cheikh islam, en tant que recteur de l'université de la Zitouna. Donc voilà, je suis née dans un milieu lettré, dans un milieu ouvert et je suis la dernière d'une fratrie de six enfants, on est six et je reconnais que mes aînés, ma sœur aînée, mes deux sœurs aînées, ont ouvert la voie pour nous, les jeunes. Je n'ai connu que la République. Je suis née après la République en Tunisie et donc mes sœurs aînées ont ouvert la voie.

Et puis bon, il faut dire aussi que j'ai bénéficié beaucoup de l'amour maternel, de l'amour de ma mère que j'adore le plus au monde puisqu'elle m'a beaucoup apporté. J'ai perdu mon père quand j'étais jeune, en 70 et donc voilà très rapidement mon parcours familial.

Habib - Et le père c'est, juste pour rappeler ?

Sana – Mon père c'est Mohamed Fadhel, le cheikh Mohamed Fadhel Ben Achour, qui a été le mufti de la République en Tunisie jusqu'à l'année 70 et qui a été le doyen de la faculté de théologie, la faculté moderne de théologie jusqu'à sa mort.

Habib - Et votre maman, elle avait une fonction ? Ou elle était femme au foyer comme on dit.

Sana - Oui, oui. Ma mère, comme on dit, a été une femme au foyer, mais qui a été très présente, c'était une femme très fraîche. Aujourd'hui encore, quand je me souviens de ma mère je souris un peu parce qu'elle était une belle femme, toute fraîche, qui a apporté énormément à ses enfants, en particulier les derniers, parce qu'elle a été très affectée par la mort de mon père. Elle n'avait que 48 ans quand mon père est mort. Et donc voilà, j'ai vécu plus avec mon grand-père qu'avec mon père. Avec mon grand-père cheikh Tahar Ben Achour, dans la même maison.

Habib - C'était une femme conservatrice ?

Sana - Pas du tout. Alors là, pas du tout. Ma mère vient d'un milieu, aucun des deux, ni les Ben Achour, ni ma mère qui est une femme Djaït, une fille Djaït. D'abord ma famille paternelle c'est plutôt des gens très ouverts, des intellectuels et qui ont le doute et qui nous ont appris l'humilité. Voilà.

Habib – Pardon pour les détails, est-ce qu'elle était voilée ?

Sana - Non, non, non.

Habib - La femme du cheikh Mohamed Fadhel Ben Achour n'était pas voilée!

Sana - Non, ni ma mère, ni les sœurs de mon père, ni personne dans la famille. De toute manière, ce n'était pas du tout dans l'air du temps. Vous pouvez poser la question à tout le monde. Les mamans n'étaient pas voilées. À la limite, quand elles sont très, j'avais autour de moi les tantes de mon père qui portaient la *takrita* comme on dit, le foulard traditionnel, *takrita* ou *maastra* très jolies avec un nœud comme ça, donc ça fait très joli. Mais vraiment aucune de ces femmes-là, et il y en avait des femmes autour de moi, il y avait les tantes de mon père, les nièces, les cousines de mon père, mes propres cousines. Donc on était une famille, une famille très nombreuse. Mon grand-père était vivant et il était très fédérateur et c'était comme ça

de toute manière. Je suis peut-être une des rares à avoir vécu le monde ancien à cause de la longévité de vie de mon grand-père. Il est mort centenaire en 1973, après mon père, et j'étais une des rares qui allaient à l'école publique tunisienne et dont le père était encore habillé à la manière traditionnelle. *Jebba wa sedria wa'l menten wa'l burnous* et cetera. Tout ça, je connais et mes camarades ne connaissent pas.

Habib - Quand Bourguiba a fait passer le *majallat elahwel ech'chakhsiya*, le code familial.

Sana - Le code du statut personnel, ça s'appelle.

Habib - Le code du statut personnel, oui, tout à fait. Votre père était déjà mufti ?

Sana - Non, en 1956, mon père n'était pas encore mufti, mais mon père a participé à la rédaction du Code du statut personnel. C'est lui, d'après le témoignage de Si Ahmed El Mestiri, que je suis allée voir personnellement parce que je voulais savoir ce que mon père a fait, dans la mesure où c'était un homme très - ce n'est pas parce que c'est mon père - c'est un homme très intelligent et très ouvert par ailleurs.

Et puis il y avait un niveau d'exigence assez important. Je suis née et j'ai été élevée dans une famille de spartiates presque ! Oui, oui, on le dit souvent, avec beaucoup d'humour par ailleurs, beaucoup de tendresse, mais avec un niveau d'exigence assez important vis à vis des enfants de la maison. Il fallait qu'on soit au service de tout le monde. Celui qui avait une petite compétence, il devait être au service de tout le monde et la partager avec les autres. Donc voilà, c'était une belle ambiance.

Habib – Et donc lui, il a participé avec Bourguiba pour écrire

Sana - La commission, il y a eu une commission qui a été mise en place pour l'écriture et la rédaction du code du statut personnel. Et mon père a participé à cette commission de Bourguiba, parce qu'il y avait d'autres commissions avant, le code du statut personnel a une histoire assez mouvementée. Mais en tout cas du temps de Bourguiba mon père a siégé dans cette commission et il aurait été à l'origine d'un des articles qui casse l'idée que les hommes ont la tutelle sur les femmes en ce qu'ils pourvoient aux besoins des femmes par l'argent, ou ils sont les pourvoyeurs de biens.

Sana - Donc lui, il aurait remis en cause cette idée et donc l'idée que les hommes ont une prévalence sur les femmes du fait qu'ils participent, ou alors que c'est eux des pourvoyeurs de biens et de services. Dans le code du statut personnel, déjà en 1956, les femmes qui ont quelques biens doivent participer à l'entretien de la famille. Et le fait de reconnaître qu'il existe une obligation pour les femmes de participer si elles ont des biens - et elles ont des biens - à l'entretien de la famille fait qu'on est sorti de l'idée qu'elle est naturellement sous tutelle d'un homme.

Mais on ne l'a pas beaucoup exploitée cette disposition, symboliquement c'est très, très important de considérer que les femmes ne sont pas uniquement dans une

servitude ad eternum parce qu'elles n'auraient pas de biens. Les femmes ont des biens, surtout maintenant qu'elles travaillent, maintenant qu'elles peuvent produire, maintenant que les choses ont changé dans la vie, dans la vie réelle les choses ont changé. Même si sur le plan des représentations et des mentalités, ça va mettre du temps.

Habib - Jeune fille, vous bénéficiez d'une marge de liberté assez grande ? Vous pouviez avoir des amis, jeunes hommes et jeunes femmes, vous pouviez avoir votre vie ?

Sana – Absolument. Je vais vous raconter une anecdote, justement, que je raconte souvent. Mon père qui est un homme de l'écrit, comme dans toute ma famille, établissait pour nous tous ses enfants notre emploi du temps pendant les vacances. Parce qu'il ne fallait pas qu'on reste, le farniente ce n'était pas concevable. On ne pouvait pas rester sur les canapés pendant des heures à nous prélasser. Il fallait qu'on fasse quelque chose. Et donc, il m'établissait mon emploi du temps de la journée et je viens de le revoir avec mon frère. Eh bien de 18 h ou de 17 h jusqu'à la prière du soir, la dernière donc prière de la journée, j'avais la possibilité de sortir toute seule, sans chaperon, ni mon frère ni mon cousin ni aucun garçon de la famille. J'étais responsable de moi-même et je pouvais sortir, m'acheter une glace et la manger devant le glacier de la Marsa que tout le monde connaît, qui est un monument de la Marsa, qui est Am Salem! Donc aller devant Am Salem manger ma glace, passer à Am Abdallah à Saf-Saf m'acheter mon petit sandwich au thon et à l'harissa. Voilà donc je ne me souviens pas avoir eu un chaperon avec moi ou un surveillant avec moi. Moi, quand mon père est mort, je n'avais que treize ans, donc je pouvais sortir.

Habib - Déjà, à l'âge de treize ans!

Sana – Ah oui, que ce soit ma sœur ou, c'est pour ça c'est important que je vous raconte cet aspect de la famille. Je sais que ma mère m'a toujours raconté une anecdote aussi comme ça. Il y avait des amis qui sont venus la voir, lui rendre visite à la maison et une des femmes lui a posé la question Mais elle est où votre fille aînée ? - qui est ma grande sœur Hela qui est aujourd'hui décédée malheureusement - donc cette grande sœur elle est sortie et ma mère, je ne sais pas, peut-être devant ses camarades, devant ses amis, devant la famille, n'a pas osé dire elle est sortie. Elle a dit Elle est avec son frère, elle est sortie avec son frère, et mon père l'écoutait de loin. Une fois que tout le monde est parti, il lui a dit Ce n'est pas Hela qui est sortie avec son petit frère, c'est son petit frère qui est sorti avec Hela et ça fait toute la différence. C'est formidable, quand on vit avec ces choses que ma mère me racontait ou que mes grandes sœurs m'ont raconté, en particulier ma grande sœur Hela qui me voyait petite, qui m'a aidée d'ailleurs à grandir, elle était là pour m'aider à grandir.

Habib - La femme féministe aujourd'hui, c'est l'ancienne, enfin la petite gamine de treize ans ?

Sana - Oui, absolument. Ce sentiment de la justice et de l'égalité j'ai dû l'hériter d'abord de ma famille. Mon père était un homme qui ne supportait pas l'injustice. Il en était malade, il avait énormément peur de l'arrogance.

Habib - Et la situation de la femme il l'interprétait comme une injustice.

Sana - Ah oui, vraiment. Son comportement avec sa propre sœur, sa sœur aînée, ses jeux d'enfant quand on parle, lui-même a une biographie qui est assez intéressante. Il jouait, il faisait des pièces de théâtre à la maison. Il était assez cultivé pour pouvoir même faire des petits poèmes. Autour de lui, il n'y avait que des filles et il a joué avec les filles. Il les a fait participer dans ses pièces de théâtre. Salah El Din El Ayoubi, voilà, plein de choses. Et toute notre histoire est bercée de ces choses un peu fantastiques. De savoir que son propre père a joué des pièces de théâtre avec ses petites cousines à qui il donnait des noms de guerriers ou des noms de personnages de la haute littérature arabe qu'il connaissait très jeune.

Donc je l'ai vécu et j'ai eu cet héritage-là, probablement. Si je devais caractériser ma famille, c'est tous de grandes personnalités, honnêtement, et aucun ne ressemble à l'autre. C'est des personnalités autonomes, il n'y a pas d'alignement. Le repas à midi était un repas où la controverse, les querelles sur les noms, sur les opinions, les opinions politiques, c'était vraiment mon quotidien, c'était mon quotidien.

Sana - Et puis, avec énormément d'humour, une tante qui a un humour, elle était un peu grinçante, mais elle était formidable de finesse d'esprit. Voilà.

Habib - Chez Mohamed Fadhel Ben Achour, il y avait une bibliothèque j'imagine.

Sana - Oui, oui.

Habib - Il y avait quoi dans cette bibliothèque, qu'est-ce que vous lisiez à douze ans, treize ans ?

Sana - Je ne savais pas très bien, j'appartenais à un autre monde pour vous dire la vérité. Mais je me souviens que dans ma tête d'enfant j'étais un peu impressionnée par cet homme qui était d'abord grand, qui était habillé à la manière traditionnelle, je parlais de ses habits personne ne me comprenait au lycée, ils ne savaient pas ce que c'était un menten, une sedria, une gandlissa. C'étaient des choses que l'on ne connaissait plus. Ou alors el qachta. Quand je leur disais Voilà, je me mets avec mon père pour qu'il fasse son turban. Et c'est tout un cérémonial le turban, ça ne se met pas comme ça, et donc on l'aidait à faire son turban. Donc ces choses-là, je ne pouvais pas en parler. Et puis je voyais que c'était un personnage très considéré et très aimé. Quand on allait le chercher à la faculté du 9 avril, on pouvait passer 1h à 1h et demi à l'attendre parce qu'il était arrêté par ses étudiants ou arrêté sur le chemin par des gens qui le connaissent. Et lui, il est très affable. C'est un homme très affable et chaleureux.

Donc il restait avec les gens, répondait à leurs questions et nous ça nous embêtait beaucoup, voilà, il fallait attendre, il ne fallait pas le déranger.

Alors pour la bibliothèque, c'est vrai que c'est ce qui frappe l'esprit d'un enfant à la maison c'était cette bibliothèque à laquelle on n'avait pas beaucoup accès puisqu'on était encore petits. Je ne trouvais pas dans la bibliothèque de mes parents et de mes grands-parents pendant que j'étais à l'école primaire, les bouquins de l'école primaire. J'ai retrouvé quelques-uns quand j'ai été au lycée. Abu al-Ala al Maari, Bashshār Ibn Burd, enfin toute la littérature arabe classique, la poésie arabe, le Mu'allaqat et tout, cela effectivement, j'ai trouvé.

Et puis il y avait de tout, il y avait de la littérature, de la poésie, *el adab*, mais il y avait beaucoup aussi d'ouvrages, il y avait les ouvrages de droit, les ouvrages de philosophie, les ouvrages des sciences islamiques qui plus le temps passe et plus elles sont devenues inaccessibles à quelqu'un qui a une formation moderne, une formation dans les écoles de la République et moi, je suis ce que je suis. Je vous ai dit j'ai un héritage familial de la fratrie, mais aussi je suis l'héritage de l'école de la République.

Ma première récitation à l'école publique tunisienne, c'était Liberté de Paul Eluard. Vous vous rendez compte ce que ça peut laisser comme trace! Écrire « sur ses cahiers d'écolier sur son pupitre et les arbres, sur le sable, sur la neige » et finir par dire « et par le pouvoir des mots je recommence ma vie, je suis né pour vous connaître, pour vous nommer Liberté ». Ça ne peut pas laisser un enfant indifférent. Honnêtement, ça frappe l'esprit de tout enfant.

Habib - Je reviens avec ma question, la bibliothèque, est-ce qu'il y avait des livres qui n'étaient pas en arabe ?

Sana - Oui, oui, oui, oui, beaucoup, énormément. Il y avait des livres en français, il y avait beaucoup de revues, de périodiques, beaucoup d'encyclopédies, des ouvrages de géographie avec des grandes cartes magnifiques qu'on pouvait ouvrir quand on était enfant sur les grandes tables et regarder. Et puis il y avait des manuscrits. Ce qui frappe, ce qui nous frappait ou les choses sur lesquelles on discutait quand on se retrouvait les enfants, les cousins et cousines, les amis et tout, c'est les manuscrits. On avait des manuscrits et ça va du contrat de mariage avec l'écriture koufi jusqu'aux grands ouvrages encore manuscrits.

On a beaucoup de manuscrits à la maison et je me souviens que la fierté, comme ça petite, quand j'étais petite, ma fierté c'était de dire que mon grand-père a vendu, ou mon père - je ne sais même pas qui et je ne sais même pas si c'est vrai d'ailleurs, mais voilà c'est des mythes qui font grandir - qu'ils ont vendu un terrain pour acheter un manuscrit et donc ça me paraissait fabuleux. Voilà, ils ne vendent pas pour acheter une maison, mais ils vendent pour acheter un manuscrit et donc ça me distinguait un peu de mes autres camarades. Mais une distinction sympathique qui n'est pas de l'arrogance, qui est une distinction par le savoir, par des choses un peu immatérielles justement, pas matérielles. Voilà. Et donc je pouvais en parler sans être sans être gênée.

Habib - Parce que ce n'est pas « mon père a une Mercedes ».

Sana - Exactement, ce n'est pas mon père, il a une Mercedes, voilà il a une bibliothèque et bon, je ne le disais pas, mais ça nous parvenait comme ça parce que on vivait avec les adultes. Il n'y avait pas de séparation et dans ma famille, il n'y avait pas de séparation entre les hommes et les femmes. Les femmes et les hommes ont toujours mangé ensemble, partagé le thé après le repas ensemble, passé des aprèsmidi ensemble, les uns à aller chez les autres, ou alors en été se retrouver dans ce grand jardin de la maison familiale, sous les mûriers, à La Marsa, sous les grands mûriers qui sont très réputés là-bas parce que, paraît-il, ils donnent sept fois des mûres.

Et donc voilà, on a toujours vécu de manière intergénérationnelle et sans distinction entre les hommes et les femmes. Sans compter que les femmes de la famille, comme je vous ai dit c'est des femmes très autoritaires, qui ont de l'autorité, qui font autorité. Elles ne sont pas dans l'autorité arbitraire parce qu'elles crient, non qui font autorité. Leur point de vue faisait autorité.

Habib - Et les hommes de la famille écoutaient.

Sana - Et les hommes de la famille écoutaient, partageaient avec elles leur opinion.

Habib - La première partie de votre itinéraire scolaire, l'école primaire et secondaire, c'était quoi ?

Sana - Alors j'étais à l'école primaire de la République donc à La Marsa, pas loin de la maison. Donc je pouvais y aller à pied et c'était comme ça à l'époque. C'est là-bas que j'ai découvert un autre monde qui n'est pas le monde familial, très protecteur mais en même temps, on vivait dans ce grand jardin à grimper dans les arbres, vraiment je crois que j'ai vécu dans les arbres quand j'étais petite. J'ai l'impression que pendant des journées je ne mettais pas les pieds à terre parce que j'étais dans les arbres. Je mangeais là-bas, on se baladait d'arbre en arbre.

Quand je suis rentrée à l'école primaire de La Marsa, j'ai découvert justement un autre monde. J'ai découvert les instits, j'ai découvert la langue française. La langue française ne circule pas à la maison avant l'école, ça n'existe pas. Ce n'est pas une langue vernaculaire, ce n'est pas une langue d'expression entre nous. On a appris le français une fois à l'école et comme souvent, aujourd'hui encore je le constate, très souvent cette langue qui est une langue étrangère donc, qui n'est absolument pas ma langue maternelle, on est un peu subjugués à cause des belles récitations qu'il y avait dans les livres de classe.

Sana - Donc j'ai découvert un autre monde, fait d'amitiés, de découvertes, de mes amies. J'allais chez elles, je commençais à fréquenter d'autres personnes que des membres de la famille.

Habib – Y compris des familles françaises ?

Sana - Non, il n'y avait pas de familles françaises dans les écoles publiques tunisiennes. Il n'y a pas de voisins. Je suis dans un quartier très arabisé, à La Marsa, ça s'appelait Lahouech avant. Donc on connaissait, j'avais avec moi des voisines qui étaient dans l'école. Par exemple la fille Chakroun, Deikhi, je me souviens de leur nom encore. La seule française c'était notre directrice d'école, madame Campon, pour laquelle on avait une très, très grande admiration. C'était une femme admirable qui était là, debout à 7 h du matin, 8h du matin, toujours très bien mise. Et puis très, très juste et juste avec les élèves. Donc j'ai découvert un autre monde et j'ai découvert bien entendu le savoir à ma portée à l'époque, donc l'écriture, la lecture, même si à la maison je recevais des cours de Coran, d'apprentissage du Coran, d'explications, donc j'ai reçu une éducation religieuse.

Après l'école primaire, j'ai quitté la Marsa pour aller au lycée de la rue de Russie qui était encore un lycée de jeunes filles à l'époque. Il n'y avait pas de garçons avec nous, sauf les deux dernières années, parce que les lycées étaient archi combles et qu'il fallait distribuer, la mixité devenait obligatoire pour pouvoir donner des cours à tout le monde et permettre à tous d'aller au lycée. Mais le lycée de la rue de Russie était un lycée de jeunes filles et je peux vous dire que l'école pour moi, que ce soit l'école primaire ou l'école secondaire, ça a été des périodes merveilleuses de ma vie.

J'ai rencontré mes amies que j'ai gardé aujourd'hui encore, mes amies de lycée et qui ne sont pas dans un rapport familial. C'est surtout ça. Donc j'avais l'impression d'être avec elles libres, d'être plus libre, les filles de ma génération on a très vite adopté le français comme langue vernaculaire entre nous pour que nos frères, nos frères aînés, n'exercent pas de contrôle sur nous. C'était inconscient probablement mais c'était presque la langue de la liberté des filles. On se parlait comme ça, en français, même si on cassait tous les codes grammaticaux, mais ça importait peu. L'essentiel, c'était qu'on puisse s'affirmer, affirmer notre connaissance et notre maniement de cette langue étrangère, mais qu'on s'est approprié.

Habib - Vous passez quel bac?

Sana - J'ai passé le bac lettres, C'était l'année 75, l'année où il y a eu la grande supercherie, enfin la grande fuite. Je l'ai refait en 75. Mais bon.

Habib - Le premier bac ou le deuxième ?

Sana - Non, il n'y avait plus de premier et de deuxième année. J'ai fait le nouveau régime. J'ai fait sept années de bac. Il n'y avait plus de première et de seconde et moi j'ai été un peu la cobaye comme beaucoup de gens de ma génération. On testait sur nous les différentes réformes de l'enseignement. Mais je reconnais que j'ai bénéficié d'un super enseignement. Honnêtement, avec des profs très calés qui avaient la pédagogie, qui avaient envie qu'on réussisse.

Habib - Quelqu'un vous a marquée ?

Sana - Mes profs d'arabe m'ont marquée parce que, souvent ils étaient déçus de mon niveau d'arabe parce que comme je m'appelle Ben Achour, donc ils pensent que j'ai le niveau d'arabe de mes parents ou de mes ancêtres, ce qui est un non-sens, mais en même temps il y avait beaucoup de bienveillance. J'étais vive en classe, je participais et donc je sais que mon professeur d'arabe en dernière année trouvait que ma présence était importante dans un cours. Il m'a même donné un prix et devant tout le monde, ça m'a beaucoup réconciliée avec l'arabe à l'école, ça m'a réconciliée parce que j'étais reconnue pour mon niveau pas extraordinaire, mais en même temps pas catastrophique,

J'ai eu des profs de français aussi, quelques prof de français qui m'ont beaucoup marquée, certains par leur exigence et puis par leur rigueur aussi, leur exigence et leur rigueur. Je connais leur nom, Monsieur Allier, une Tunisienne madame Ben Mustafa, madame Bacham à l'école primaire, on la redoutait. Mais je pense que c'est elle qui nous a forgées et mises sur le chemin de la connaissance. Elle était très, très exigeante, très difficile mais vraiment je l'adorais. Pourtant, j'ai reçu, comme tout le monde, quelques petites tapes, à l'époque c'était monnaie courante. Mais ce n'était pas de la maltraitance honnêtement, on n'avait pas le sentiment que c'était de la maltraitance. Aujourd'hui, bien sûr, je refuserais qu'on touche à un enfant. Je refuse, mais à l'époque ça se faisait. Et partout et dans toutes les écoles et même dans les familles. C'était rare que dans les familles, mais ce c'était pas de l'agression. D'ailleurs, entre nous quand elle nous frappait on se disait vraiment elle ne sait pas frapper!

Habib – Après le bac, vous commencez les études supérieures tout de suite j'imagine. Et vous allez dans quelle direction ?

Sana - Je fais droit.

Habib – Juste, là-dessus, c'est un choix à 100 % personnel, un choix influencé, pourquoi vous avez fait droit ?

Sana - Alors il est très personnel. Mais j'ai beaucoup hésité. J'ai beaucoup hésité entre faire histoire, faire philo ou faire droit.

Sana - Et de toute manière, histoire, droit et philo étaient déjà dans ma famille, mais personne ne m'a influencée, vraiment. Personne ne m'a demandé de faire droit. Mon frère aîné Yadh a fait droit. J'ai probablement, je ne me souviens pas avoir discuté avec lui pour lui demander, probablement j'ai dû discuter.

Mais à l'époque ce qui m'a, peut-être, je vais être très honnête avec vous, ce qui m'a peut être déterminée à faire du droit, c'est que la faculté des lettres, l'histoire, la sociologie et tout, ils ont dit qu'elle a été arabisée et arabisée dans le mauvais sens. Je viens de la génération Mzali, donc arabisée non pas comme une nation qui

récupère sa langue, ce qui est tout à fait légitime et normal, mais comme une politique pour casser tout esprit critique. Il y avait des auteurs qui n'étaient plus enseignés, il y avait des textes qui ont été retirés de l'enseignement de l'enseignement public tunisien, même en septième année, et même l'année de philo qui était une année extrêmement importante. Je pense que nous, tous les femmes et les hommes de ma génération, leur septième année, l'année du bac a été une année cruciale dans leur formation. Et donc voilà, c'était un peu ce dont j'avais peur, et puis l'histoire était vouée presque à l'échec. On disait la faculté des lettres, alors le français n'en parlons pas il ne faut pas y penser. L'histoire, les grands historiens sont partis. Je ne sais pas si Foucault donnait des cours d'histoire ou des cours de philosophie mais en tout cas, il y avait François Georgeon.

Habib – Et le droit n'était pas arabisé ?

Sana - Non, à l'époque, pas du tout. Il n'a pas été arabisé. Le droit a été arabisé dans les années avec Ben Ali.

Habib - C'est étonnant, vous avez une explication pour ça ?

Sana - Pas du tout, je pense que le droit, il y avait quand même une grande tradition d'administration en Tunisie. En fait la faculté de droit a hérité de deux choses. Elle a hérité de l'Institut des hautes études, l'Institut des hautes études de Tunis qui était un semblant d'université en Tunisie, le dernier échelon d'une université française en Tunisie et elle a hérité à l'intérieur de cet Institut des hautes études de Tunis, du Centre des études juridiques où il y avait de très grands noms, de très grands juristes. Je ne les ai pas connus, je les ai connus par mes études, mademoiselle de Lagrange qui disait qu'elle était mariée au droit, et on arrivait dans les facultés de droit et on avait cette histoire qui se racontait, ce mythe de mademoiselle de Lagrange, grande civiliste, grande femme universitaire, un peu orientaliste, qui connaissait le droit et qui disait « Moi, je suis mariée au droit! »

Habib - Et vous pensiez à une carrière à ce moment-là ? Vous faites droit parce que vous voulez devenir avocat, juge, je ne sais pas ?

Sana - Pas du tout. Peut-être quand j'étais petite comme ça, par un sentiment, vous savez, quand on est petit on aime bien la justice, ce que je continue à aimer. Je croyais que c'était bien d'être juge d'enfants et je me souviens avoir lu un roman sur un juge d'enfant merveilleux. J'ai passé l'après-midi à parler à ma grande sœur en lui disant Je vais être juge d'enfants, ce que je n'ai jamais été.

En fait, je me suis destiné à l'université très vite, très tôt dans ma tête. Très tôt dans ma tête je n'allais jamais faire autre chose que d'être universitaire. J'ai fait des expériences d'administration, j'ai été à l'association dès que j'ai fini mon droit comme on dit. J'ai fait l'association Sauvegarde de la médina de Tunis parce que j'ai fait une spécialité en urbanisme.

Habib - Elle a été créée quand cette association ?

Sana - l'Association a été créée, est-ce que c'est l'année 70 ? Elle a été créée pour faire rempart au projet du président Bourquiba, qui était un grand leader et un grand moderniste, mais aussi un mégalomane. Il voulait faire une percée entre la place d'Afrique actuelle, là où il y avait sa statue sur le cheval, une très belle statue, mais qui est maintenant à La Goulette, qui a été remplacée par cette horloge de mauvais goût disons, pour ne pas dire autre chose, et donc de faire une percée jusqu'à la Kasbah, la place du gouvernement, et donc de faire foirer tout le parcours des souks. Et l'association de la médina, l'association Sauvegarde de la médina de Tunis a été créée, j'ai oublié la date mais ça doit être 70, par un groupe d'acteurs politiques dont le maire de Tunis, le propre maire de Tunis. Et ils ont profité - ils ont fait les choses de manière assez intelligente - ils ont profité de faire inscrire la médina de Tunis sur la liste du patrimoine mondial et de créer l'association. Et donc voilà, ils ont fait des travaux magnifiques et c'est probablement c'est pour ça que j'ai fait l'association Sauvegarde de la médina, qui était pour moi comme un grand récit de conte. Je vous le dis en arabe « hel el bab, tilqua medina », « ouvre une porte et tu trouves une médina ».

Et vous vous rendez compte ce que ça pouvait représenter dans ma tête, ce slogan « Ouvre » et la médina elle est très mystérieuse puisque on ne voit rien dehors, c'est des murs aveugles. Et donc effectivement, je croyais qu'on pouvait, comme dans les ouvrages que je lisais, les ouvrages fantastiques que je lisais, qu'on peut ouvrir une porte et tomber sur un monde extraordinaire, invisible aux yeux nus.

Habib - Ce qui n'est pas totalement faux.

Sana - Ce qui n'est pas totalement faux!

Habib - J'allais justement vous demander pourquoi, de quoi je me mêle quelque part, pardon pour la formule, vous faites droit, vous venez d'une grande famille on en a parlé, de Marsa, quand même. De quoi on se mêle quand on veut entrer dans une association qui va protéger la médina ?

Sana - Probablement, il doit y avoir quelque chose d'un peu personnel, un peu émotionnel. La médina de Tunis je l'ai fréquentée toute ma vie. Vous voyez, je ne suis pas une extérieure. Moi, j'ai beaucoup plus d'attaches à la ville de Tunis qu'à la ville de La Marsa. La ville de La Marsa, mes attaches sont dans les frontières du jardin. Mais mes attaches intellectuelles, mes attaches d'engagement sociétal, d'engagement dans la société, c'est avec la ville de Tunis.

Donc la ville de Tunis je l'ai fréquentée parce que j'allais manger chez mon oncle. Moi, j'étais à la rue de Russie comme je vous disais, mais j'allais manger tous les jours chez mon oncle qui habitait la médina de Tunis parce qu'on ne pouvait pas aller et faire le trajet, parce que j'avais des cours le matin et l'après-midi. Donc je ne pouvais

pas rentrer manger à la maison et il n'y avait pas où manger à l'époque, on ne pouvait pas manger à l'école, même je restais avec mes camarades devant l'école à manger des petits sandwichs et tout. Mais j'allais pratiquement tous les jours chez mon oncle et donc la médina de Tunis, j'ai fait sa découverte par moi-même et avec mes copines de classe. On faisait ce chemin, donc on traversait la médina. Donc il y a cet aspect un peu personnel. Et puis j'observais, et puis il y a autour de moi toutes les critiques autour de ce patrimoine qu'on laisse tomber, on ne peut pas le laisser tomber. On ne peut pas être myope de son histoire. On ne peut pas ne pas connaître l'histoire de son propre pays et donc on ne peut pas être coupé de ses branches comme on dit.

Habib - Et vous aviez déjà cette conscience ?

Sana - Oui, j'avais cette conscience. Je n'étais pas si jeune, je venais de terminer mon droit quand même. Moi j'étais très consciente de tout ça. Déjà à l'école secondaire, on avait fait déjà des manifestations, des grèves, des arrêts d'école parce qu'on avait nos camarades qui ont été emprisonnés. On était très politisés, on avait Bourguiba en face de nous, donc une grande personnalité mais tutélaire! On était écrasés donc on ne voulait plus de cet écrasement, même si on reconnaissait par ailleurs que c'était un moderniste. Mais en même temps on ne pouvait pas parler des femmes sans qu'on dise c'est Bourguiba.

Habib - Et personne ne vous a dit quelque chose du style « Quand on est une fille des Ben Achour, née à La Marsa, on n'a pas le droit de s'opposer à Bourguiba » ?

Sana - Non, pas du tout. Non jamais, au contraire, non pas du tout. J'ai fait la faculté de droit, la faculté de droit de Tunis elle est connue pour ce qu'on appelle le *hajarat* Socrate, la pierre de Socrate, sur laquelle chacun des étudiants était des tribuns. Donc j'ai été nourrie de tout cela.

Habib – Donc il y avait quelque chose d'une jeune femme rebelle.

Sana - Comme toutes mes sœurs, comme toutes mes tantes, comme tous les membres de ma famille mais ce n'est pas que familial.

Habib – Et les hommes, les frères ?

Sana - Tout le monde, on a des personnalités, on est très autonomes. On est très proches les uns des autres et très autonomes à la fois. Mais les femmes sont plus rebelles que les hommes parce que les femmes, la condition des femmes, on a beau être dans un monde d'ouverture, respectueux, les limites étaient là. Mais les filles ont été, je vous ai dit ce sont mes grandes sœurs qui ont ouvert la voie. Je pense que s'il y a des rebelles en Tunisie, c'est bien mes deux grandes sœurs. Elles ont défrayé la chronique.

Habib - Vous pouvez donner leur nom?

Sana - Oui, oui. Il y a ma grande sœur Halloula, qui est une fille connue de tous ceux qui l'ont côtoyée et qui l'ont adorée parce qu'elle a une personnalité débordante, qui n'a jamais laissé personne indifférent, qui a fait philosophie. La fille du mufti, qui fait philosophie en France et qui va vivre en France toute seule. Et d'ailleurs il y a beaucoup de filles qui en voulant s'émanciper - et je viens de le savoir dernièrement - disaient à leurs parents Mais regardez, la fille de Fadhel Ben Achour, elle a pu partir à l'étranger, pourquoi tu me laisses pas partir ? Et puis il y avait mon autre sœur Khaoula, et mon frère Yadh, ma sœur Rabâa.

Habib – On parle de Yadh ben Achour, que l'on connait.

Sana - Oui que vous connaissez.

Habib - Surtout à partir de 2011.

Sana - Oui, et Rabâa ma sœur aussi. Elle est littéraire, c'est une femme de lettres, c'est une romancière. Elle est à son quatrième ouvrage, elle est en train de l'écrire.

Habib - Quelle a été votre carrière professionnelle ?

Sana - Alors j'ai passé un peu de temps à l'association Sauvegarde de la Médina. C'est là-bas que j'ai connu le féminisme et que mes yeux ont été ouverts et que j'ai été nourrie de quelque chose d'autre qu'on appelle le féminisme et donc l'engagement féministe.

Habib - Quelqu'un, un événement, quelque chose?

Sana - Il y a eu un groupe qui a été mené par mon amie, ma très, très regrettée amie aujourd'hui disparue qui est comme mon alter ego, mon amie, ma sœur, ma camarade tout ce que vous voulez, Ilhem Marzouki. Ilhem Marzouki a appelé - elle était sociologue - elle a appelé à la constitution d'un groupe de réflexion, d'un groupe sur la condition des femmes, musulmanes disons, mais sur la condition des femmes. Et elle a obtenu, par la négociation avec Jalila Hafsia - et je lui rends hommage aujourd'hui et j'espère qu'elle est en bonne santé - donc elle a obtenu de Jalila Hafsia que ce club puisse être implanté au club Tahar Haddad de la médina de Tunis. Et le club Tahar Haddad se trouve dans le makhzen, les dépendances de la maison Lasram, de la grande demeure qu'on appelle Dar Lasram, qui a été réhabilitée par l'Association de sauvegarde de la médina et qui est devenue le siège de cette association où j'ai travaillé une fois que la Médina a été inscrite sur le patrimoine mondial de l'humanité. Ils ont fait une opération phare, réhabiliter cette grande demeure qu'est la maison des Lasram et de réhabiliter en même temps les

dépendances de cette maison. C'était la première fois que je voyais une maison arabe aussi majestueuse. Et donc quand j'ai travaillé à l'association Sauvegarde de la médina, j'ai commencé par savoir que tous les samedis après-midi, un groupe de femmes venait se réunir pour réfléchir à leur condition. Et donc avec mon amie Nadia Hakimi on était ensemble là-bas. Et puis avec Ashraf el Meddeb, enfin avec plein d'autres femmes, on n'était que des femmes à l'association Sauvegarde de la Médina. on s'est dit il faut y aller. On ne va quand même pas laisser ces femmes-là réfléchir toutes seules. Elles réfléchissent sur la condition de la femme ? On va y aller et depuis ce jour-là j'ai mordu à l'hameçon. Et c'était formidable parce qu'elles m'ont beaucoup appris. Dorra Mahfoudh elle, elle était déjà sociologue, elle était déjà installée, elle était déjà mère de famille. Nous, on était la deuxième génération et donc on était subjuguées. J'ai été subjuguée par elle, j'étais subjuguée par une femme comme Emna Belhadi Yahia qui était déjà romancière, écrivaine. Moi, je venais à peine de terminer des études de droit, j'étais simple fonctionnaire d'une association et encore d'une association Sauvegarde de la Médina - je me suis disputée avec son président, enfin disputée on a eu une controverse assez importante qui m'a fait quitter justement l'association.

Habib - Quelle année ?

Sana - En 1980, pour rejoindre l'université et faire le concours et rejoindre l'université.

Habib - Comme enseignante.

Sana - Comme enseignante. Donc, j'ai fait tous les échelons de l'université.

Habib - Pas au 9 avril?

Sana - Non pas au 9 avril, c'était au campus. La faculté de droit, c'était au campus. Il y avait une seule faculté de droit. Il n'y avait pas comme aujourd'hui, une faculté de droit à Sousse, à Sfax, à Jendouba, à Tunis une et deux. Non, il y avait cette faculté de droit. Le campus était la faculté qui rassemblait, nos amis venaient de Gabès, de Gafsa, de Djerba, de partout, de Kasserine, de partout en Tunisie.

Habib - Et à ce moment-là, vont continuez à vivre à La Marsa dans la maison familiale ?

Sana - Oui, je continue à y vivre, mais par intermittence parce que ma mère est une femme ouverte donc elle me permettait de passer des nuits, j'avais un petit studio. J'avais un petit pied à terre qu'un ami m'avait passé et donc je vivais ma vie, ma vie d'étudiante totalement libre. J'étais pratiquement une des rares à pouvoir vivre aussi librement parce que ma mère me faisait confiance. Mon père était déjà décédé, mes aînés n'ont jamais exercé sur moi un quelconque contrôle. À la limite, oui, un peu pour savoir si je mangeais bien, des choses plutôt bienveillantes. Si je mangeais bien, si je

m'habillais chaudement en hiver, si je pouvais me transporter, si j'avais un peu d'argent, comment je faisais pour vivre.

Habib - Vous aviez une bourse à l'époque ?

Sana - Oui, j'avais une bourse de 30 dinars comme tout le monde. Et la Bourse, je l'ai obtenue parce que mon père était décédé. Et à l'époque, pratiquement tous les étudiants avaient une bourse. J'avais avec moi des amis qui venaient de Gafsa et d'ailleurs, qui partageaient leurs bourses avec leur famille. Moi, à la limite, je la gardais, je la partageais avec mes amis dans les bars et partout. J'ai vécu ma vie d'étudiante pleinement dans une Tunisie qui se fermait de plus en plus. Et c'est là où on a appris la contestation, je l'ai apprise aussi un peu au lycée. Behija Dridi était ma camarade de classe au lycée de la rue de Russie. Ma première grève que j'ai menée moi, j'étais la tête du mouvement de grève au lycée, je l'ai menée pour ma camarade, mais ca partait du sentiment enfantin de la solidarité avec les camarades de classe. Mais un beau sentiment. Le directeur s'est plaint contre moi, il m'a fait une mise à pied de trois jours je crois, il a demandé que je ramène ma sœur pour retourner à l'école, enfin ma mère. Je n'ai pas ramené ma mère, j'ai ramené ma grande sœur! Et je me souviens qu'elle lui avait dit c'est le contraire, c'est le comportement inverse qui aurait dû vous étonner, à l'âge de 17 ans et à l'âge de 16 ans on ne peut pas ne pas être solidaire d'une camarade de classe. Si elle fait ça, c'est que bon, elle est saine d'esprit, donc il ne faut pas avoir peur pour elle. Au contraire, c'est le contraire qui aurait dû vous inquiéter, en tout cas, je ne m'inquiète pas pour elle. Il était très étonné que ma grande sœur lui réponde de cette manière-là.

Habib - Et vous commencez à travailler à l'université. J'imagine qu'après, vous avez grimpé ?

Sana - J'ai passé tous les échelons de l'université jusqu'à être professeure de droit, Oui.

Habib - En tant que professeur de droit, c'était dans quelle faculté ?

Sana - La faculté des sciences juridiques qu'on a mise en place après 87, parce qu'il y a eu une scission à la faculté de droit où moi j'ai fait mes études, où j'ai commencé aussi ma carrière universitaire en tant qu'assistante, tout le reste, mon doctorat d'État, mon habilitation, mon agrégation, mais le professorat je l'ai fait à la faculté des sciences juridiques après sa création en 87. En fait, on s'est divisés à la faculté de droit du campus sur deux choses : sur la place des langues dans l'enseignement du droit, parce que c'est à ce moment-là qu'avec Ben Ali on a commencé à vouloir arabiser. Mais ce n'est pas une arabisation de type académique et réfléchi, c'était une arabisation genre politique, très souveraineté primaire.

Habib - Le doctorat, vous le faites toujours en Tunisie avec un directeur en Tunisie ?

Sana - Oui, mon directeur de travaux c'était Si Sadok Belaïd, dont vous avez probablement entendu parler. C'est un des bâtisseurs de l'université tunisienne et de la faculté de droit de Tunis. Il a fait lui-même sa thèse, la génération des thèses en France, c'était terminé. Avec moi, c'était terminé. Même ceux qui sont un peu plus âgés que moi ont fait leur thèse ici en Tunisie. Et même le concours d'agrégation, un des concours d'agreg pour ceux qui ont fait leur thèse dans les facultés françaises, ils les ont passés ici, le jury est venu ici. Mon jury était composé de quatre membres tunisiens comme c'est une thèse en histoire du droit, c'est sur la période coloniale, ça s'intitule « Aux sources du droit moderne tunisien, la législation tunisienne en période coloniale. »

Habib - Ça a été publié ?

Sana - Alors je vais vous raconter. Malheureusement, ça n'a pas été publié. Ça a été retenu à la publication, mais j'ai eu beaucoup d'obstacles à la publier parce que j'étais opposante. On m'a censurée au niveau du CPU à l'époque et pas le directeur. Mais vraiment voilà, il y avait une censure pour que je ne puisse pas publier ma thèse.

Habib – Parce que vous êtes opposante.

Sana - Ah ça c'est clair, parce que j'étais opposante. Et puis même après, même quand je suis allée auprès de d'éditeurs privés, chaque fois, on me sortait des histoires, voilà on est venu nous parler, on a reçu des instructions. Et après, au bout d'un moment on n'arrive plus à rentrer dedans, beaucoup de gens me disent il faut la publier telle quelle. Et puis on a toujours peur. C'est des choses qui datent.

Habib - Et après la thèse, vous avez réussi à publier des choses ?

Sana - Oui, oui, bien sûr. Oui, oui, bien entendu, beaucoup de choses. J'ai énormément de choses.

Habib – De quoi vous êtes la plus fière ? Si vous devez donner maintenant, donner deux ou trois références par exemple, qui vous semblent être à la fois originaux, quelque chose de production de connaissances.

Sana - Tout ce que j'ai pu écrire en droit sur les femmes, j'en suis assez fière. Parce que j'ai, comme beaucoup de mes camarades, je crois que j'ai introduit avant la lettre ce qu'on appelle les études féministes. Donc je regardais le droit avec des yeux de féministe, même si on n'avait pas tous les outils à l'époque mais petit à petit, on les a forgés bien sûr.

Je suis contente d'avoir travaillé aussi sur le Maghreb, d'avoir eu cette volonté de travailler de manière comparative par exemple, que j'ai intitulé « Les chantiers de

l'égalité dans les pays du Maghreb » et d'avoir mis la question de l'égalité au centre de mes préoccupations.

Je suis très contente d'un événement, fondateur à mon avis, où j'ai amené avec Hafidha Chekir, Soukaina Bouraoui et Slim Laghmani, on a ramené à la faculté de droit de Tunis toutes les féministes de la Tunisie et aussi Tamzali, j'ai oublié de dire le nom de Wassila Tamzali. C'était à l'époque de la convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Habib - C'était quelle année ?

Sana - C'était en 89, 90, j'ai oublié exactement. Mais c'était la première fois que la Tunisie émettait une réserve sur un instrument des Nations unies, une convention des Nations unies relative aux femmes. La réserve a été faite en 85, je crois que c'était 85.

Habib – C'était quoi cette réserve ?

Sana - C'était un trauma, pratiquement. On a toutes été bercées avec l'idée que Bourguiba était un moderniste, un protecteur des droits des femmes, ce qu'il a été réellement je ne renie pas, je ne renie absolument pas.

Habib – Bien sûr, et en 85 il était encore au pouvoir.

Sana - Il était encore au pouvoir, mais il y avait un déficit de légitimité qui commençait à se sentir, honnêtement et il y avait la montée des islamistes de l'autre côté. Ça a commencé dans les années 75 en Tunisie, comme vous le savez. Donc déficit de légitimité démocratique parce qu'il est devenu président à vie, il commençait à être sénile, à dire n'importe quoi. On le voyait nager dans la piscine et ça faisait mal au cœur de voir un homme aussi important, réduit à, c'était humiliant. Je me souviens que je ne pouvais pas le regarder parce que c'était humiliant pour lui et humiliant pour nous. Que, au niveau du téléjournal, on te passe ton président en train de se baigner et de faire ses exercices, ce n'était pas intéressant, ce n'est pas une très bonne information, on n'avait pas besoin de cette information. Donc il y a eu ces réserves, tahafudhat en arabe, ça se dit

Habib – C'était quoi le texte ?

Sana - Alors le texte de la réserve, c'était sur l'égalité dans l'héritage, c'était sur certaines dispositions de la convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, pour dire voilà sur la question de la nationalité, sur la question de l'égalité dans l'héritage, de la circulation des biens ça s'appelle, et bien, nous, la Tunisie, on n'est pas engagés sur ça.

Habib - Parce que ça touchait au droit concernant l'héritage?

Sana - Le droit musulman. Et plus que ça. Et on avait aussi une sorte de clause d'interprétation, qu'on appelle une déclaration générale, dans laquelle il était dit que la Tunisie ne prendrait aucune mesure allant à l'encontre de son article premier. À l'époque, l'article premier de la Constitution, c'était « la Tunisie est un État libre, indépendant et souverain, sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la République ».

Et donc l'article premier, on référait à l'article premier par rapport à Islam et Etat, « islam religion d'État », même si c'est « l'islam est sa religion ».

Donc c'est là où ça a été quand même un des traumatismes. Comment cette Tunisie moderniste se rallie à l'ensemble du monde arabe, le monde arabe sans exception, le monde arabe et musulman sans exception a émis des réserves à la convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Sur la question de l'égalité, l'égalité dans l'héritage, l'égalité des enfants nés hors mariage, l'égalité de la nationalité, voilà les choses qui sont en lien direct avec l'esprit islamique.

Habib - Et donc, pour vous, c'était un choc pour les femmes autour de vous, les camarades féministes.

Sana - Je ne vous dis pas, je ne vous dis pas! On a renversé, on a tout fait, c'est comme cela qu'on a commencé, qu'on s'est constituées en association féministe.

Habib – Qui est laquelle?

Sana - En 89 mai, l'Association tunisienne des femmes démocrates. Je reviendrai làdessus, mais à l'université, à la faculté de droit on a fait un colloque qu'on a intitulé la « convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : la convention de Copenhague entre le discours identitaire et le droit international des droits de l'homme », des droits de la personne humaine. Et c'était un super colloque. Et pourquoi je pense que c'est fondateur ? Parce que c'était la première fois où on a fait une sorte de jonction entre l'Académie et le militantisme. On vient de pays où le militantisme - pas que chez nous un peu partout dans le monde - où on a hérité de l'esprit académique français où les académiciens devraient être des gens en dehors, presque dans une tour d'ivoire et non pas des personnes engagées dans les histoires et dans les enjeux de leur société.

Et nous, on était engagés, j'étais une femme engagée pour l'égalité et pour le féminisme, pour la cause des femmes, pour la cause de l'égalité en droits. J'étais juriste, donc j'avais cette compétence, j'avais cette connaissance du fond du droit. Le droit civil, le droit international, le droit. Et donc c'était un véritable engagement et beaucoup de gens nous le reprochaient. Moi, Dorra Mahfoudh, je pense qu'elle vous en a parlé, on a souvent été censurées. Moi pas, vraiment à la faculté de droit jamais je n'ai vécu cela comme une censure. Mais Dorra Mahfoudh, Ilhem Marzouki, les sociologues ont souvent été censurées parce qu'on leur disait vous êtes des

féministes. Quand on pense qu'aujourd'hui il y a des études établies, académiques, qu'on appelle les études féministes ou les études de genre!

Habib - Qui écrit l'histoire en Tunisie?

Sana - Alors ça dépend. Il y a l'histoire officielle bien entendu, qui n'est pas une histoire, qui est un récit. Et il y a les historiens. On a une très bonne école d'historiens, c'est Hichem Djaït c'est un des grands noms, de Hichem Djaït jusqu'à mes amis, Adnane Mansar qui est un très bon historien, Kmar Bendana, une excellente historienne. Non, on a une très bonne école d'historiens et d'historiennes qui font leur travail, en silence d'ailleurs!

Habib - Et comme je pose des questions sur l'histoire, qui écrit le droit, qui est derrière le droit en Tunisie ? Je parle du droit du législateur.

Sana - Ah le droit du législateur, ce sont les législateurs, les légistes comme disent les Romains. Dans un pays comme la Tunisie le droit a souvent été écrit par ceux qui avaient le pouvoir politique et de manière unilatérale. Et la Chambre parlementaire était une chambre d'enregistrement, comme c'est aujourd'hui le cas.

Il y a eu une petite période donc où il a été écrit par Bourguiba sur les grands textes, mais aidé, c'est ça qui est intéressant. Il ne faut jamais croire qu'un droit, on peut l'écrire tout seul. Et donc il y a effectivement la volonté d'un réformateur ou d'un réformiste quand il prend les commandes d'un État. On le sent dans les textes de Bourguiba le réformisme du code du statut personnel, mais en même temps il ne pouvait pas le faire seul. Il fallait qu'il trouve des personnes sur qui compter, qui vont lui donner des arguments académiques, des arguments philosophiques, des arguments sociologiques et religieux et anthropologiques et religieux.

Donc les grands textes de la Tunisie se sont faits, le grand texte disons le Code du statut personnel, que nous avons considéré dans les facultés de droit comme étant la constitution sociale du pays. Sauf qu'aujourd'hui, on le surdétermine, à mon avis il a épuisé ses fonctions historiques. Et c'est devenu un texte qu'on oppose aux femmes et qui maintient les femmes tunisiennes dans une position d'assujettissement qu'elles n'ont plus dans la réalité.

Aujourd'hui la réalité dépasse la norme, dépasse la norme juridique. Alors qu'avant, le code du statut personnel a permis quelque part, parce que c'est du droit, parce que c'est de l'obligatoire, parce que l'administration est obligée de l'appliquer, parce que des juges sont obligés de l'appliquer, donc a permis de créer, comme disent les sociologues des droits, de créer du réel social, de fabriquer un nouveau réel social.

Habib - Et ça, le milieu associatif justement, l'ATFD et d'autres sont des acteurs dans ce dialogue social ?

Sana – Absolument, bien entendu.

Habib – C'est ça aussi qui vous a attirée ?

Sana – Beaucoup. L'ATFD, je suis fondatrice de l'ATFD, donc un peu dans mon parcours le club Tahar Haddad. On a commencé à mieux connaître les concepts du féminisme, à lire Simone de Beauvoir, Nawel El Saadawi, à connaître Fatima Mernissi. C'est ça qui est intéressant. On ne les a jamais lues à l'école. Personne n'a jamais entendu parler d'une Nawel El Saadawi qui est quand même une grande femme, une grande penseuse. Donc à lire Hannah Arendt sur la violence, sur les femmes. Donc on partageait des connaissances, c'est les aînées qui nous ont transmis, on lisait des ouvrages, on venait les commenter ensemble, donc elles ont pris en charge cette éducation féministe. Ça m'a beaucoup formée.

Habib - On entend souvent dire, et j'ai posé la question hier à Dorra, on entend souvent dire que l'ATFD est une association de féministes bourgeoises. C'est légitime, il y a une raison pour dire ça ? C'est Insultant ?

Sana - Non, non, c'est pas insultant. C'est des bourgeoises qui ont été toutes à l'école de la République. Elles n'y sont pas à titre de bourgeoises, elles sont à titre d'autre chose. Et il se trouve que peut être, je ne sais pas qui, il y avait de tout, il y avait des bourgeoises, il y avait des non bourgeoises.

Habib – Non, c'est plus en termes des préoccupations.

Sana - C'est à dire que souvent, les femmes, quand elles sont des femmes engagées, on les en les classe sur leur appartenance sociale. C'est très connu. Je n'ai jamais entendu dire pour une association d'hommes, est-ce que c'est une association bourgeoise ou pas bourgeoise ? C'est pour casser davantage un peu plus les femmes dont la parole n'est jamais écoutée, pour mettre en doute la parole de ces femmes, qu'elle soit une parole de connaissance ou une parole de sincérité politique ou d'engagement.

Donc effectivement, notre association ne s'est jamais présentée comme une association de masse, de brasser toutes les couches sociales. Parmi les valeurs, les valeurs de l'ATFD, on n'a pas dit le mot, mais c'est la laïcité. On a dit le droit positif, donc on est pour le droit positif. On n'est pas pour le droit musulman, ou pour l'islam en politique, l'islam en droit, que l'islam reste quelque chose qui nourrit la spiritualité d'une personne, sa quête de vérité mais pas autre chose, pas le vivre ensemble. Ça, on l'avait bien défini dans notre association mais qui nous a été reproché parce qu'à l'époque l'imaginaire c'était qu'on soit tous à l'image de l'UNFT, genre une association massive où il y a des milliers de personnes.

Habib – L'UNFT, l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes.

Sana - Exactement, qui était une organisation nationale et qui était un des rouages de Bourguiba, un des instruments de Bourguiba comme toutes les, Hamadi Redissi parle

de l'Etat corporatiste. Donc c'étaient les corps de l'État à travers lesquels il allait passer sa politique moderniste et donc l'organisation des femmes de Tunisie. Ceci dit, il y a des femmes admirables! Il n'est pas question de remettre en cause ni leur engagement, ni leur intelligence.

Habib - Vous pensez à qui?

Sana – Fethia Mzali, Radhia Haddad. C'étaient quand même des femmes qui ont joué un rôle important, qui ont eu des faits d'armes importants avec le président Bourguiba. Mais on n'était pas de ce bord. On était nous, l'ATFD, on était ce qu'on appelle le féminisme autonome. On n'était pas là pour servir le projet de l'État tunisien ou du pouvoir tunisien, et encore moins de reprendre sa rhétorique. Donc on a créé notre mouvement autonome. Et donc effectivement, l'ATFD c'est des femmes, souvent des universitaires, des enseignantes du secondaire. Il n'y a pas de femmes ouvrières mais la cause des femmes était une cause universelle pour nous. On militait aussi bien pour améliorer le code du statut personnel ou revendiquer l'égalité mais on faisait aussi des choses pour le licenciement des femmes du textile.

Je me souviens une des grandes grèves que nous avons réussies, c'était celle-là, c'était de venir en solidarité aux femmes du textile, aux ouvriers du textile. Et le plus important, c'était qu'en 93, donc on est nées en 89 de manière officielle et légale, en 93 on avait déjà mis en place le centre contre les violences. Et c'est là où on a commencé à recevoir toutes les femmes de la Tunisie et de manière plus particulière, des femmes démunies, des femmes vulnérables, des femmes discriminées par la pauvreté, par la race, par la classe, par tous les motifs de discrimination.

Et donc c'est un peu injuste vis à vis de l'ATFD de dire oui c'est des bourgeoises, mais je veux bien, c'était comme ça les bourgeoises étaient prises dans l'esprit républicain. On était porteuses de l'esprit républicain, mais en même temps, elle n'est pas restée tout le temps comme ça puisqu'elle avait son ancrage social à travers son centre contre les violences à l'égard des femmes qui a reçu des milliers et des milliers de femmes. On fait l'écoute, on écoute les femmes, on fait de l'orientation juridique, du suivi psychologique, on les porte, quand une femme vient et qu'elle est victime de violences, quelles que soient les formes de violence, on a été à l'origine de la loi contre les violences en Tunisie.

Habib - On ne parle pas de Beity, là vous ne parlez pas de Beity.

Sana - Non, pas du tout, je ne parle pas de Beity, je parle de l'ATFD. En 93 le centre d'information et d'orientation des femmes victimes de violence, c'était en 93 et on a fait des études pour voir comment étaient traitées les femmes. Voilà donc on a fait des tas de choses et aujourd'hui l'ATFD qui continue de vivre, qui a un centre d'écoute des femmes victimes des violences et donc d'orientation de prise en charge, elle a eu depuis des milliers de femmes qui sont passées par là.

Habib - De partout en Tunisie?

Sana - De partout en Tunisie.

Je trouve qu'on reproche très facilement aux femmes le fait que, on va les cantonner dans un groupe social. Comme si l'intelligence humaine, l'intelligence des femmes ne pouvait pas leur permettre de se détacher de leur condition. Comme si les conditions étaient des déterminismes. Or, les conditions ne sont jamais les conditions sociales. On le sait très bien elles peuvent influencer, mais ce n'est pas nécessairement un déterminisme, surtout les femmes de ma génération, qui sont des femmes rebelles qui ont découvert les connaissances, découvert les études, sortir dehors, être avec des copains et des copines, aller dans les cafés, aller dans les bars, trouver des solutions pour sortir dehors sans que les parents ... Voilà, c'est tout ça, c'est au quotidien, la recherche de liberté au quotidien.

Habib - La succession est assurée ? Il y a une génération de femmes plus jeunes qui sont dans le siège de l'ATFD ?

Sana – Oui absolument. Dans le siège de l'ATFD oui il y a une succession, ici vous avez vu à Beity elles sont toutes très jeunes à part moi qui représente un peu la vieille génération. Mais ce qui est encore plus intéressant, c'est que ça existe aussi ailleurs qu'à l'ATFD. Il y a d'autres mouvements de femmes aujourd'hui, d'autres mouvements féministes et qui ont un regard critique vis à vis de nous mais avec beaucoup de bienveillance. Moi, je vais vous citer le nom d'une fille pour qui j'ai énormément d'admiration et qui est dans cette dans cette mouvance, qui nous apprend à nous regarder avec critique, mais en même temps avec beaucoup de bienveillance et qui nous dit il faut transmettre, on ne vous connaît pas. Transmettez vos acquis, ce que vous avez fait, transmettez-le.

Habib – C'est qui cette femme ?

Sana – Elle s'appelle Monia Ben Hamadi. Elle est journaliste, elle est féministe. Des jeunes qui ont fait le #MeeTo en Tunisie, qui ont arabisé la chanson contre les violences à l'égard des femmes, où les femmes avec leurs doigts désignent leur violeur. Il y a beaucoup de mouvements et ce qui est intéressant, à mon avis en tant que féministe, le féminisme est pluriel on l'a toujours su. Dès le départ, on n'a jamais été à l'ATFD ou au club Tahar Haddad ou à la commission femmes de la Ligue ou à la commission femmes de l'UGTT, on n'a jamais été le morceau de sucre. Les gens nous présentent de cette manière-là. On n'est pas un bloc monolithique, On a toujours été diverses, plurielles. On a eu beaucoup de controverses entre nous, de controverses fructueuses, on s'est contestées. Une femme comme Neila Jrad que j'adore, qui a écrit énormément d'ouvrages, Neila Jrad n'était pas d'accord, par exemple, pour qu'on se constitue en association. Mais c'était bienveillant, c'était une discussion de fond qui nous a permis de répondre à la question : pourquoi aujourd'hui, en 89, nous groupe de femmes, on veut se constituer en association ? Est-ce que ce n'est pas une manière de légitimer des pouvoirs en place ? Est ce que le féminisme,

en l'institutionnalisant dans une institution, est ce qu'on ne le perd pas de vue ? Le féminisme est né dans notre pays, pas partout dans le monde, il est né dans notre pays aussi de la déception des féministes militantes dans les partis de gauche, de leur déception.

Habib - Déception par rapport à quoi ?

Sana – Déception par rapport aux postes qu'elles pouvaient avoir dans les partis de gauche, les partis militants ou les partis révolutionnaires. Elles ont continué à occuper des places subalternes. Donc, comme on le dit, et je m'en excuse si jamais, je ne vise personne, mais on le dit, elles ont continué à laver les chaussettes de leurs camarades ou à faire la popote de leurs camarades.

Même s'il y a beaucoup de filles qui ont fait de la prison mais qui nous ont parlé de cette prison et de cette expérience de leur engagement politique il y a deux ans, voilà trois ans, grâce à une autre de nos amies, féministe et aujourd'hui malheureusement disparue, qui est Zeinab Farhat, qui a mis en place *Bnet syassa*. C'était les gardiens de prison qui appelaient les prisonnières politiques *Bnet syassa*. Elles ont parlé longtemps après alors que personne dans leur entourage n'en a parlé ouvertement. Donc c'est pour vous dire qu'on n'a jamais été un bloc monolithique. Et même parmi les principes, je me souviens dans notre charte, parmi les principes de l'ATFD, je me reconnais dedans j'étais fondatrice même si aujourd'hui j'ai ma propre association mais qui est dans le sillage de l'ATFD, et bien parmi les principes c'est la pluralité, la pluralité donc d'être plurielles et diverses et d'accepter notre pluralité. Bon, il y a bien entendu des conflits, c'est la vie collective.

Habib - Ça nourrit justement l'engagement.

Sana - Ça nourrit. Bon, je regrette s'il y a eu des dominations ou des choses comme ça, bien entendu. Mais en tout cas, c'était une association qui a tenu tête quand même pendant toute la période de la dictature, elle était une des rares à tenir tête à un pouvoir dictatorial.

Habib – Vous n'avez jamais eu à trouver un compromis avec la dictature.

Sana - Jamais. Mais on regrette que les islamistes qu'on a défendus par nos communiqués, puisqu'on défendait la liberté d'expression, on était contre les condamnations à mort parce que les femmes, les féministes, on est contre la peine capitale, n'ont pas mesuré à sa juste valeur le combat de l'ATFD qui était double. Qui était un combat politique pour les libertés et un combat pour l'égalité des femmes et les droits des femmes. Et vraiment c'était très difficile parce qu'on était dans un milieu très hostile. Moi, personnellement, ma maison a toujours été encerclée, j'ai été plusieurs fois agressée dans ma propre maison qu'on a mis à sac quatre fois ! Ma maison, mes meubles, mes ordinateurs, tout par terre, les quelques petits bijoux que j'avais ont tous disparu.

Habib - Par contre vous n'avez pas été emprisonnée ?

Sana - Non, il n'y a que Sihem Ben Sedrine qui a été emprisonnée. Et puis les islamistes ont été emprisonnés, faut le reconnaître. Et je regrette que les islamistes qui ont eu le pouvoir en 2011 ont eu vis à vis des femmes démocrates, une sorte de « on va prendre notre revanche de vous ». Ils se sont complètement trompés en considérant que le discours prétendument féministe de Ben Ali était le discours des femmes démocrates. Il y a eu un amalgame qui a fait qu'ils ont fait énormément d'erreurs, même vis à vis de moi. Par exemple, je voulais me présenter à la Cour constitutionnelle. Je me suis présentée à la Cour constitutionnelle après 2011, après la loi sur la Cour constitutionnelle. Et ça n'a pas marché à cause de cette, probablement, je ne connais pas l'histoire encore ça ne s'est pas révélé, mais je pense que cette connivence entre Nidaa Tounes et les islamistes a fait qu'il y a eu un veto sur ma personne. Pourquoi un veto sur ma personne, genre elle est féministe, elle est éradicatrice, alors que jamais on a été des éradicatrices.

Habib - Oui, mais vous-même?

Sana - Moi-même, je ne l'ai jamais été, j'ai même été porte-parole du 18 octobre, du comité 18 octobre où il y avait des islamistes qui ont fait la grève de la faim avec des laïcs. Il y avait Néjib Chebbi, il y avait Samir Dilou. Vraiment je trouve qu'ils se sont trompés et c'est malheureux et ils l'ont payé cher après.

Habib – L'AFTURD c'est quoi ?

Sana - L'AFTURD, l'Association tunisienne des femmes pour la recherche et le développement, est un peu la sœur jumelle de l'ATFD. Elles ont été créées en même temps et créées par les mêmes. Donc moi, je suis fondatrice de l'AFTURD aussi.

Habib – C'était quoi l'idée, c'est la professeure qui est à l'AFTURD et la militante qui est à l'ATFD ?

Sana - Non, c'est de faire de l'AFTURD le lieu d'élaboration doctrinale du féminisme. Parce que l'AFTURD, elle a sa propre histoire. L'AFTURD n'est pas venue comme ça. Même l'AFTD, elles ne sont pas des générations spontanées. L'AFTURD est venue de son lien avec les associations africaines, avec l'AFARD - l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement - qui ont voulu créer ici dans une continuité entre l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord, donc de créer ici en Tunisie l'AFTURD. Et cette AFTURD deviendrait un peu comme l'AFARD, un lieu d'élaboration des doctrines, de la connaissance, donc de la production de connaissances. On a écrit énormément de choses. Moi, personnellement, j'ai énormément de choses, j'ai contribué par beaucoup, beaucoup d'écrits à l'AFTURD, à l'ATFD, sur l'égalité de l'héritage, les trois ouvrages sur l'égalité dans l'héritage avec

le collectif « 95 Maghreb Egalité » également, voilà une sorte d'argumentaire pour aller vers l'égalité entre les trois pays sur la question des femmes, pour les droits des femmes. Donc voilà, c'est tout ça.

Habib - Pour le moment vous êtes toujours professeure ?

Sana – Je suis à la retraite depuis l'année dernière.

Habib - Mais vous continuez à faire.

Sana - À faire des conférences, à être dans des cours ou de faire des conférences inaugurales dans les cours, à participer. Et même et même avec le projet de faire des académies féministes entre l'ATFD, Beity que je préside actuellement. Des cliniques juridiques ou ce qu'on appelle les cliniques juridiques. Donc mettre nos connaissances au service, au service des femmes qui viennent dans nos associations.

Habib - L'engagée, l'activiste engagée, féministe, vous l'êtes encore plus qu'avant ?

Sana - Je le suis plus qu'avant parce qu'il y a des régressions. C'est à dire qu'aujourd'hui, il faut être encore plus vigilant, plus vigilant qu'hier. Vous connaissez un peu, le monde entier est en train de vivre une sorte de retour, de régression. De régression démocratique, de régression avec la montée des populismes partout. Ce n'est pas que l'apanage de la Tunisie, loin de là. Regardez aux États-Unis avec Trump, en Italie, etc. Et donc aujourd'hui, il faut être encore plus vigilant parce que ce que nous avons réussi avec la révolution de 2011, on est en train de le perdre, on est en train de le perdre. Et moi, en tant que juriste, je pense qu'inscrire un certain nombre de choses au niveau des constitutions et des droits et des discours est extrêmement important pour le vivre ensemble.

Et donc on a une régression. Par exemple, sur la question de la parité, elle est inscrite dans la constitution. Il y a une Constitution suspendue à laquelle nous avons participé activement. Activement. Nous avons pu inscrire le principe de la légalité de l'égalité devant la loi, de l'égalité en droit, de l'égalité des chances, de la parité dans les assemblées élues, de la lutte contre les violences, de ne pas revenir sur les acquis des Tunisiennes genre le mariage coutumier, genre quatre femmes, et cetera. Donc de ne pas revenir sur les acquis des Tunisiennes mais de ne pas en rester là parce qu'on commence à en avoir marre de ce discours : les acquis, les acquis. Les acquis aujourd'hui nous tassent.

Et donc aller plus loin que les acquis, de revendiquer comme ça a été avec la COLIBE, la Commission pour les libertés et l'égalité qui a été présidée par Bochra Belhaj Hmida, une amie, une grande féministe, une femme admirable qui a tout donné à son pays et qui aujourd'hui est dans la tourmente, parce qu'elle a été députée, et qui aujourd'hui est dans la tourmente judiciaire, juridictionnelle d'un régime qui devient de plus en plus à mon avis totalitaire.

Ça c'est clair qu'il y a tous les ingrédients du totalitarisme qui sont en train de s'installer en Tunisie. Donc c'est pour ça que je pense qu'il faut qu'on soit vigilant. Donc ce que nous avons mis dans cette Constitution et réellement mis, par des combats, par des négociations comme on aime faire le droit, et non qui viennent d'en haut.

Alors on a une constitution octroyée dans laquelle on a repris un certain nombre de droits qui existaient dans l'ancienne mais qui n'ont aucune valeur, par exemple le texte sur l'élection des membres de la Chambre des représentants du peuple, qui est une des chambres du nouveau Parlement, la parité a été mise de côté. On a beau leur dire mais pourquoi vous faites l'uninominal ? L'uninominal ne marche pas parce qu'on va procéder par tamisage, par notabilité. Ce ne sont pas les femmes qui sont connues dans les régions et dans les localités, c'est les hommes et les grands hommes ! C'est les notables qui sont connus, ce n'est pas les femmes. Et donc on ne nous a pas écoutées, la parité n'existe pas, sauf pour que les femmes donnent leur aval à des candidats.

Il y a une régression sur les libertés fondamentales. On a la crainte de voir des textes toucher aux statuts des associations, au statut d'autonomie des associations. Mais à travers la question du financement, parce ce que c'est la question la plus sensible. On caresse dans le sens du poil, genre toutes les associations elles ont plein d'argent et ils se mettent plein d'argent dans les poches.

Il y a un discours régressif sur les migrants. Vous l'avez entendu au mois de février, plus que régressif, raciste et xénophobe, décomplexé partout. Donc c'est décomplexé vis à vis des femmes. C'est décomplexé vis à vis des migrants noirs, des femmes noires ou des hommes noirs. C'est décomplexé vis à vis des pauvres et donc vis à vis de tous les groupes discriminés.

Et donc aujourd'hui il faut être plus vigilant que jamais, demander l'égalité, aller jusqu'au bout de l'égalité, mais vraiment être un jusqu'auboutiste comme il faut l'être intellectuellement et ne pas laisser des régressions.

Habib - Vous avez peur ? Qu'on arrive à perdre ...

Sana - Oui, il y a beaucoup de craintes. Oui, j'ai des craintes, je n'ai pas peur pour moi personnellement, même si je me dis, même si personne n'est à l'abri je vous assure. En plus moi je suis juriste donc je suis très sensible à la place du droit dans la société, surtout dans nos sociétés. C'est important cette règle, cette norme du vivre ensemble. Et quand la parole du chef devient la loi, ça m'effraie. Je suis effrayée. C'est effrayant quand la parole du chef devient la norme. La volonté du chef c'est la loi et la volonté du chef avant même qu'elle ne s'exprime parce qu'il y a toujours des zélés qui vont aller au-devant de la volonté du chef.

Habib - Beity c'est quoi ?

Sana - Alors Beity est une association féministe, on est complètement féministes.

Habib - Vous l'avez créée aussi ?

Sana - Oui, c'est la troisième et même beaucoup, j'ai créé beaucoup de choses. J'ai créé le réseau, pas toute seule bien entendu, on ne crée jamais seul, avec mes amis, avec mes camarades, avec mes collègues. Donc j'ai créé cette association. On a créé le collectif 95 Maghreb Egalité qui est sur l'ensemble du Maghreb entre la Tunisie, l'Algérie, le Maroc. On a créé les collectifs pour les droits, les droits individuels.

Habib - Et donc Beity.

Sana - Et donc Beity est une association féministe mais qui s'adresse aux populations les plus vulnérables. Ce que ce que j'ai oublié de vous dire et que je voulais vous dire tout à l'heure on va faire la boucle, je vais revenir à votre première question, si dans mon enfance j'ai eu très vite la conscience de la vulnérabilité et de la pauvreté, c'est ce que je supportais le moins de voir, petite déjà, donc de vouloir m'engager pour une égalité, une égalité sociale, j'ai toujours été très sensible, très sensible à cela. Peut-être que je savais que j'étais une privilégiée et que ça me posait problème, depuis petite, vraiment!

On a toujours un peu traîné cette culpabilité. Et donc j'étais un peu sensible, un peu beaucoup sensible. Et je me souviens que je me suis engagée petite déjà, je me suis engagée pour faire des choses, améliorer les conditions de certaines de mes camarades. Et donc je renoue, avec Beity je renoue avec cette conscience de l'égalité, mais vraiment de l'égalité au sens plein du terme. L'égalité juridique, féminisme pour qu'on ait nos droits, pour qu'il y ait le changement social, le changement politique, mais aussi prendre en compte les plus vulnérables, les plus discriminées dans le pays.

Habib – Matériellement vous faites quoi exactement ?

Sana - Alors à Beity on a créé un centre d'hébergement pour les femmes sans domicile.

Habib – II y a combien de femmes ?

Sana - Il peut accueillir jusqu'à 30 femmes. On peut aller même plus parce qu'il y a de l'espace. C'était une vieille école dans Tunis, donc une vieille école qu'on a réhabilitée pour en faire un centre d'hébergement. J'ai eu à l'époque, c'était après 2011, la complicité et la compréhension de ceux qui gouvernaient, Khalil Zaouia, il a été très, très sensible quand je me suis présentée avec le projet. Donc comme je connaissais bien la Médina, j'avais repéré cette école en ruines (immeuble menaçant ruine). Lui il était ministre des Affaires sociales. J'ai fait ma petite enquête, j'ai compris que c'était entre les mains du ministère des Affaires sociales. Je lui ai dit voilà, j'ai le projet d'en faire un centre d'hébergement pour les femmes sans domicile.

Sachant que beaucoup de femmes sans domicile sont des femmes errantes ou qui sont à la rue, c'est des femmes à qui on a spolié leurs biens. Il y a 30% de ces femmes dehors qui sont soit victimes de violences, soit une violence institutionnelle soit une

violence familiale, qu'on a mis dehors parce qu'on ne veut plus les laisser vivre ou prendre une part de l'héritage de leurs parents ou de leurs grands-parents. Il y a souvent cette histoire chez elles.

Donc je lui ai fait la négociation. C'était : on transforme l'école en respectant l'architecture - j'espère qu'un jour vous pourrez venir la visiter - on respecte tout. Ça reste bien entendu un patrimoine de l'Etat, c'est un patrimoine mais mis à la disposition d'une association pour en faire un centre, donc affecté à un service, pour en faire un centre d'hébergement pour femmes sans domicile. Et on prend à notre charge la réhabilitation, parce qu'elle était en ruine. On l'a réhabilitée, on l'a remis en marche, on a payé la STEG, on a payé la SONEDE, la SONEDE et la STEG ce sont les deux grands établissements pour l'eau et l'électricité. Donc on a tout remis en marche. On a tout réhabilité et on a fait un centre d'hébergement qui fonctionne et fonctionne très, très bien avec un personnel de onze personnes. Donc, matin et soir, avec des accompagnatrices, un personnel référent et qui a particulièrement fonctionné au moment la crise migratoire en Tunisie.

Habib - Vous avez reçu des femmes ?

Sana - Mais bien sûr.

Habib – Migrantes, sub-sahariennes?

Sana - Bien sûr, sub-sahariennes on en reçoit. On a déjà eu des conventions de partenariat avec l'OIM, des conventions avec l'instance contre la traite des personnes. Nous recevons beaucoup de femmes sub-sahariennes qui sont victimes de traite. Donc, on a mis un centre d'hébergement. Avant le centre d'hébergement on a mis en place ce qu'on appelle l'unité de jour, donc d'orientation, qui est un peu l'organe pivot de notre association, c'est là où on accueille les femmes, on les écoute, on fait avec elles le diagnostic, on leur restitue leur parole et on les oriente. Soit on est capable de les prendre en charge parce qu'elles ont besoin d'un abri, elles ont besoin d'un accompagnement juridique devant les tribunaux pour leurs droits, elles ont besoin d'une formation, elles ont besoin de monter un projet, elles ont besoin de soins. On a une vision holistique de la question féminine et donc les femmes viennent dans notre unité de jour. C'est la première qui a été mise en place, on a commencé en 2012. Les cing premières c'était au mois décembre 2012 et on a fonctionné réellement en 2013.

Habib - Mais il n'y a pas d'accueil. Les femmes viennent dans la journée, vous les écoutez, vous les conseillez.

Sana - Il y a de l'accueil dans le centre d'hébergement qui a été mis en place trois ans après, en 2016, la construction a duré trois ans.

Habib - Toujours par Beity.

Sana - Toujours par Beity. Beity est une structure qui veut faire du lobbying pour le changement des lois, que l'on fait avec l'ATFD, avec l'AFTURD, tout ce qu'on appelle la dynamique féministe. On a une dynamique féministe, Aswat Nissa, l'AFC du Kef, l'AFC c'est Association Femmes et Citoyenneté du Kef, des groupements de l'ATFD de Sfax, Kairouan, Sousse, Bizerte. Donc on a une dynamique, On a une dynamique féministe pour faire du lobbying, de ce qu'on appelle le plaidoyer.

Mais Beity, on voulait apporter du service et de la solidarité aux femmes les plus démunies pour faire simple. C'est ça qu'on voulait mettre en place. Et donc avec l'unité d'accueil et d'orientation, on a le centre d'hébergement, mais a mis en place trois autres nouvelles structures, deux centres de formation, parce que c'est ça accueillir des femmes victimes de violences et ne pas mettre en place pour celles qui le souhaitent des formations pour augmenter leur capacité de connaissance d'apprentissage dans un monde de plus en plus spécialisé et de plus en plus difficile à investir, il faut des compétences très spécialisées.

Donc on a mis en place un centre de formation qu'on a appelé Bet-sawa, on a mis en place un tiers lieu qu'on a appelé Bahja, alors tiers lieu parce qu'on fait de l'action culturelle, de la création, de la stimulation, de l'imaginaire et tout qui permet de réhabiliter des personnes. Parce que la violence, vous savez, elle est traumatisante et on perd toute idée de sa propre dignité. Donc pour ramasser tout ça, il faut beaucoup d'empathie et beaucoup de professionnalisme à la fois.

Et dernièrement, j'en suis très fière, on vient de mettre en place un centre de soin en santé sexuelle et reproductive où on fait de l'orientation en soins. Parce que c'est ça le quotidien des femmes, c'est la santé sexuelle et reproductive, c'est les cancers de l'utérus et les cancers du sein, c'est les accouchements dans des conditions pas possible, c'est la contraception, c'est de connaître les maladies transmissibles, c'est de connaître son corps, de se réconcilier avec son corps, c'est d'interdire les violences obstétriques, les violences de droits sexuels et reproductifs.

Donc voilà, c'est tout ça, agir contre l'exploitation économique. Les femmes travaillent mais ne garde pas l'argent pour elles. C'est les autres qui en bénéficient.

Habib - Les très jeunes femmes viennent vous consulter ?

Sana - Oui, oui, bien sûr. On a commencé il n'y a pas longtemps. C'est vraiment la dernière de nos réalisations. Et puis on a mis en place un consortium pour être aidés avec des professionnels parce que nous ne pouvons pas le faire par nous-mêmes. Et puis nous, on a une super nana comme on dit, une sage-femme de l'ancienne génération et tout de suite les gens sont en accord avec elle parce qu'elle sait parler Elle sait parler, elle connaît son monde, elle sait parler aux femmes, elle les respecte, elle les respecte énormément, elle sait leur parler.

Les femmes dans un premier temps ne voulaient pas venir, mais là elles viennent pratiquement tous les jours pour demander des conseils pour rester bavarder sur leurs enfants, l'accouchement. Et on attend le mois de septembre pour pouvoir faire des actions de sensibilisation avec les ados. Parce qu'on a l'école de la rue du Pacha, le

lycée de la rue du Pacha n'est pas loin. On va demander l'autorisation à la directrice de nous laisser faire un peu d'activités de sensibilisation.

Habib – Sana Ben Achour, s'il vous reste une initiative à prendre avec la possibilité que les « grands » disent oui, ça serait quoi ?

Sana - Ah, si je devais faire ? Déjà je fais énormément.

Habib – Quelque chose, une revendication par exemple, n'importe.

Sana – Ah c'est l'égalité dans l'héritage. Si je dois consacrer ce qui me reste de vie, bien sûr c'est les libertés, c'est la démocratie. Je ne pense pas qu'on puisse évoluer dans les droits des femmes si on n'est pas dans un milieu démocratique, ça va ensemble. C'est totalement imbriqué. Et quand je dis les droits, ce n'est pas que les droits civils ou les droits comme on veut le faire croire, comme les droits politiques ou les droits de vote.

C'est très important bien entendu, pour nous c'est très important, mais c'est aussi les droits économiques. Et parmi les droits économiques que les gens ne comprennent pas, c'est l'égalité dans l'héritage. Les femmes sont les plus pauvres, les femmes en Tunisie sont les plus pauvres, ça fait des milliers d'années, ça fait des milliers d'années qu'elles sont évincées de tout capital. On n'a pas de capital, on n'a que notre force de travail et je l'ai vécu moi-même. Dès qu'une femme est malade, elle a des aléas dans la vie, elle a des soins à faire importants, et cetera, dès qu'elle s'arrête de travailler ou d'être payée, c'est la dégringolade parce qu'elle n'a que son salaire, elle n'a que sa force de travail.

Habib - On oublie souvent ça.

Sana - Eh oui, et ils l'oublient et quand on revendique l'égalité dans l'héritage, ils viennent nous dire c'est des revendications de bourgeoises, mais pas du tout. Les bourgeoises, elles se tirent d'affaire parce qu'elles sont bourgeoises et qu'il y a des biens à partager. Mais quand il n'y a pas de biens à partager, il y a un domaine, il y a quelques arbres fruitiers, quelques figues. Les femmes sont complètement évincées de la propriété par héritage.

Habib - Comment ça s'est passé, pardon vous pouvez ne pas me répondre, la répartition de l'héritage de votre famille entre vous et vos frères et sœurs ?

Sana – A égalité entre les frères et les sœurs.

Habib - Il y avait aussi un testament où c'est votre choix à vous ?

Sana - Non, c'est le choix de la fratrie. Vous connaissez mon frère Yadh, ce n'est pas lui qui peut en même temps écrire ce qu'il écrit et ... c'est un homme public ...Voilà.

Oui, mais l'homme public, il est en harmonie avec l'homme privé. Sans compter que cet homme public, que ce soit lui ou mon frère Rafâa, ou ma sœur c'est vraiment de vraies convictions, de vrais engagements. Il ne peut pas me donner la moitié, c'est clair. Je ne suis pas sa moitié, je suis son égale. Et puis il n'y a pas grand-chose, il n'y avait pas grand-chose à partager. Ce n'est pas des propriétaires, c'est des gens qui ont vécu bien par leur savoir, par leurs qualités personnelles, par leurs hautes fonctions dans l'administration mais ce n'est pas des propriétaires.

Alors donc si j'ai un, c'est ça : il faut que les femmes sortent de cet asservissement symbolique, même si ce n'est rien, même si elles n'ont rien. Même s'il n'y a pas grand-chose à partager, on ne peut pas continuer à considérer que les femmes sont la moitié des hommes.

Si on arrive à l'égalité, à ce moment-là, je me sentirai, je sentirai que voilà, on a gagné, on a gagné la partie parce que là, j'ai l'impression qu'on recommence à chaque fois. De là où on est parties, on recommence à chaque fois de là où on est parties et je suis effrayée par justement ce repli et ces crispations autour de la question des femmes.

Habib - Si vous redeveniez la petite fille, vous referiez la même chose ? Vous reprendriez le même itinéraire ?

Sana - Ah oui, le combat oui, il donne du sens à la vie. Je suis toute, j'ai l'impression de vivre quoi, je ne suis pas une morte vivante! J'adore ça, j'adore être me sentir vivante avec les miens comme on dit, dans ma société, en phase et même si je suis en décalage, parce que les féministes on est souvent en décalage mais voilà je suis actrice de mon devenir. Je ne suis pas une spectatrice, je ne peux pas.

Habib - Vous êtes une maman aussi?

Sana - Oui, oui, je suis une maman. J'ai deux enfants, deux filles. Alors j'ai une fille qui vit ici, qui est enseignante, l'autre qui vit à l'étranger et qui est ingénieure.

Habib - Féministes aussi, j'imagine.

Sana - Oui, absolument, absolument. Mais elles ont un regard, je ne sais pas, les jeunes, elles ont un regard lucide, plus lucide. Moi, je reste quand même une femme un peu utopique. Quand je vois mes filles qui ont plus les pieds sur terre et qui sont plus acerbes, alors qui me disent « toi ta génération, c'est la génération libérée » et j'ai compris qu'il y avait des regrets, parce qu'elles me disent « ce que tu dis de toi avec des camarades, nous, nous ne pouvons plus le faire dans les écoles tunisiennes ».

Elles sont allées à l'école tunisienne, mais mes filles n'ont pas vécu l'euphorie que moi j'ai vécu pendant toute ma jeunesse, que ce soit mon enfance, ma jeunesse au lycée ou ma jeunesse à la faculté à Tunis, ou mes combats avec l'ATFD.

Voilà, je suis euphorique et je trouve que ce que j'ai vécu m'apporte énormément, me remplit, alimente ma réflexion.

Habib - Vous êtes heureuse?

Sana - Au fond, oui, je suis heureuse, pour moi et malheureuse de ce que je constate. Je suis optimiste par tempérament et je me sens beaucoup de forces aussi. J'ai le sentiment que j'ai énormément de forces, que je peux déplacer des montagnes. Pourtant, j'ai des maladies importantes. Mais bon, j'ai l'impression que je suis une femme forte et je le suis. Mais en même temps que je peux faire des choses et donc j'ai cet optimisme, comme on dit, de la volonté, optimiste, euphorie pour certaines choses, enthousiaste pour ne pas dire euphorique enthousiaste. Je fais tout avec beaucoup d'enthousiasme, comme si je découvrais les choses pour la première fois, voilà il y a toujours un étonnement. Mais en même temps, je suis très pessimiste, parce que j'ai un raisonnement pessimiste, je ne suis jamais satisfaite, jamais satisfaite. J'ai un doute permanent.

Habib - Gardez-le!

Sana - Ben oui, j'espère bien. Oui, c'est difficile de changer à mon âge.

Habib - Et le plus longtemps possible.

Sana - Oui, j'espère.

Habib - Merci infiniment.